

AMBASSADE DE FRANCE EN TUNISIE
SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE TUNIS
- Brèves économiques de Tunisie et de Libye -
Semaine du 7 au 13 juin 2019

Tunisie :

- Le Conseil d'administration du FMI valide la cinquième revue du programme économique dont bénéficie la Tunisie et permet ainsi le décaissement d'environ 245 M USD.
- Le déficit budgétaire de la Tunisie a atteint 4,8% du PIB en 2018, se révélant ainsi légèrement inférieur au chiffre stipulé dans la loi de Finances complémentaire pour l'année 2018 (4,9%).
- Les flux d'Investissements Directs à l'Etranger (IDE) entrants bruts totaux à destination de la Tunisie ont augmenté de +16,3% sur les quatre premiers mois de 2019 en glissement annuel.
- L'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP) a adopté le 11 juin 2019 un accord de garantie avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) permettant l'octroi d'un prêt de 75 M EUR à l'Office Nationale de l'Assainissement (ONAS).
- L'Instance Nationale des Télécommunications (INT) a lancé le 3 juin 2019 un appel d'offres international pour l'étude sur l'opportunité et les modalités technico-économiques d'introduction de la 5G en Tunisie.

Libye :

- Selon l'OPEP, la production pétrolière libyenne en mai 2019 a augmenté de +22% en glissement annuel et est restée quasiment stable par rapport au mois précédent.
- Le Conseil de sécurité de l'ONU a maintenu l'embargo sur les ventes d'armes en Libye pour une année supplémentaire.

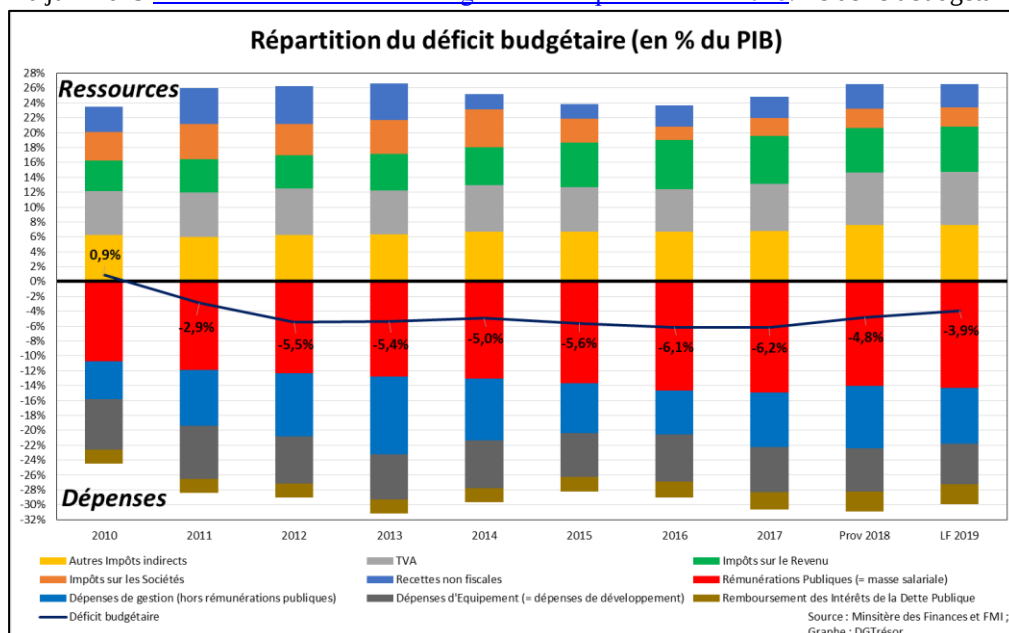
TUNISIE

- Le Conseil d'administration du FMI valide la cinquième revue du programme économique dont bénéficie la Tunisie et permet ainsi le décaissement d'environ 245 M USD.

Le Conseil d'administration du Fonds Monétaire International (FMI) a approuvé, le 12 juin 2019, la cinquième revue du programme dont bénéficie la Tunisie, qui prend la forme d'un Mécanisme Elargi de Crédit (MEC). Cette validation permet le décaissement d'une sixième tranche d'environ 245 M USD, ce qui porte le total des décaissements effectués au titre de ce programme, débuté en mai 2016, à près de 1,6 Md USD. Le déroulement du programme depuis la quatrième revue a donné lieu à des résultats mitigés. En effet, seuls 4 critères de performance quantitatifs sur 6 ont été respectés. En outre, seuls 4 indicateurs structurels sur 9 ont été atteints. [Dans le communiqué officiel paru sur le site](#), le 1^{er} directeur général adjoint du FMI M. David Lipton indique que les risques demeurent « très élevés », du fait des vulnérabilités macroéconomiques persistantes. *In fine*, le FMI a décidé de valoriser les efforts entrepris par le gouvernement tunisien, qui commenceraient à produire leurs effets. Le FMI met en exergue notamment la hausse des recettes fiscales, l'ajustement à la baisse des subventions énergétiques, le resserrement monétaire et la baisse du volume d'intervention de la Banque centrale de Tunisie sur le marché des changes. Selon le FMI, la priorité du gouvernement tunisien pour 2019 doit être une stabilisation macroéconomique socialement équilibrée. Pour atteindre cet objectif, le FMI recommande aux autorités tunisiennes plusieurs actions : i/ poursuivre la consolidation budgétaire en mettant en place une gestion rigoureuse de la masse salariale et des réformes énergétiques plus ciblées, afin d'atteindre l'objectif de réduction du déficit budgétaire à 3,9% du PIB fin 2019, ii/ orienter la politique monétaire dans le but de satisfaire l'objectif de stabilité des prix et réduire le volume de refinancement accordé par la Banque Centrale de Tunisie (BCT), iii/ renforcer la protection sociale, notamment en augmentant les transferts aux ménages à faibles revenus, iv/ continuer à flexibiliser le taux de change, v/ privilégier les réformes structurelles visant à lutter contre la corruption, à améliorer le climat des affaires et à faciliter l'accès aux financements (notamment pour les PME), dans le but de stimuler le secteur privé, principal moteur de la croissance économique du pays selon le FMI. Enfin, le Conseil d'administration a également approuvé la demande des autorités de rephasage du programme, ce qui inclut une réduction du montant total des décaissements devant être accordé dans le cadre du programme de 2,9 Mds USD (2,04 M DTS – droits de tirage spéciaux) à 2,7 Mds USD (1,95 M DTS).

- Le déficit budgétaire de la Tunisie a atteint 4,8% du PIB en 2018, se révélant ainsi légèrement inférieur au chiffre stipulé dans la loi de Finances complémentaire pour l'année 2018 (4,9%).

Le ministère des finances a publié lundi 10 juin 2019 [l'exécution définitive du budget de l'Etat pour l'année 2018](#). Le déficit budgétaire de la Tunisie pour l'année 2018 s'établit à 5,05 Mds TND, soit 4,8% du PIB. Il s'avère légèrement inférieur au chiffre mentionné dans la Loi de Finances complémentaire (LFC) de 2018 (4,9% du PIB). Cette amélioration s'explique en partie par la hausse plus importante que prévu des recettes fiscales (recettes fiscales supérieures de +0,13% par rapport à la LFC 2018 à 24,5 Mds TND), du fait principalement d'une hausse des recettes liées à l'impôt sur le revenu par rapport aux estimations initiales (+5,4% par rapport à la LFC 2018 à 6,4 Mds TND, en lien avec l'augmentation imprévue des salaires dans la fonction publique, à effet rétroactif à compter de décembre 2018). Cela a plus que compensé le fait que les recettes liées à l'impôt sur les bénéfices des sociétés



sont plus faibles que prévu (-8,1% par rapport à la LFC 2018 à 2,7 Mds TND). Cette amélioration du déficit budgétaire par rapport à la LFC 2018 est également due, côté dépenses, à des dépenses de gestion un peu plus faibles que prévu (-0,63% par rapport à la LFC 2018 à 23,7 Mds TND).

Par ailleurs, le ministère des finances a publié [l'exécution du budget de l'Etat au 1^{er} trimestre 2019](#) (T1 2019). Le déficit budgétaire au T1 2019 est en baisse de -3,8% en glissement annuel, à 912,1 M TND. Là encore, cette performance s'explique principalement par la forte hausse des recettes liées à l'impôt sur le revenu (+48% en g.a à 2,4 Mds TND au T1 2019).

- *Les flux d'Investissements Directs à l'Etranger (IDE) entrants bruts totaux à destination de la Tunisie ont augmenté de +16,3% sur les quatre premiers mois de 2019 en glissement annuel.*

[Selon un rapport publié par l'Agence de Promotion de l'Investissement extérieur \(FIPA-Tunisia\)](#), les flux d'investissements directs à l'étranger (IDE) entrants bruts vers la Tunisie sur les quatre premiers mois de 2019 ont progressé de +16,3% en glissement annuel (g.a) à 845,9 M TND. Ces flux vers la Tunisie de janvier à fin avril 2019 étaient répartis comme suit : 49% d'entre eux étaient dirigés vers le secteur industriel, 43% dans le secteur énergétique, 8% dans le secteur des services et 0,2% dans le secteur agricole. Sur cette période, le secteur industriel est celui qui a le plus contribué à la croissance des IDE en Tunisie, avec une croissance de +62,1% en g.a (à 411,7 M TND fin avril 2019). Dans une moindre mesure, le secteur de l'énergie a aussi contribué positivement à cette croissance avec une hausse des IDE de +7,1% en g.a (368,4 M TND fin avril 2019). *A contrario*, les IDE dans le secteur des services ont diminué de -47,7% en g.a sur la période (à 64,6 M TND fin avril 2019) et les IDE dans le secteur agricole ont chuté de -80,5% en g.a (à 1,1 M TND fin avril 2019). Par ailleurs, les investissements de portefeuille ont diminué de -37,3% en g.a sur les quatre premiers mois de 2019 (5,2 M TND fin avril 2019).

- *L'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP) a adopté le 11 juin 2019 un accord de garantie avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) permettant l'octroi d'un prêt de 75 M EUR à l'Office Nationale de l'Assainissement (ONAS).*

L'ARP a adopté le 11 juin 2019 la convention de garantie conclue le 8 janvier 2019 entre la Tunisie et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Elle permet l'octroi d'un prêt de 75 M EUR (250 M TND) à l'Office national de l'assainissement (ONAS), dans le but de contribuer au financement du programme d'assainissement de 33 villes prioritaires dont la population est inférieure à 10 000 habitants. Le coût total de ce programme d'assainissement est estimé à 150 M EUR (500 M TND) et sera cofinancé à parts égales entre la BERD et la Banque africaine de développement (BAD). Le programme comprend la réalisation de 24 stations d'épuration et de 30 stations de pompage ainsi que l'extension du réseau d'assainissement de 862 kms, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de vie de 200 000 habitants. Il contribue à la concrétisation du plan de développement « Tunisia 2020 » présenté en novembre 2016 lors de la Conférence internationale de l'investissement à Tunis. Pour rappel, l'Agence française de développement (AFD) est actuellement en cours de négociation pour financer un projet similaire, visant à financer une quatrième tranche du programme d'assainissement rural mené par l'ONAS. Il consiste à équiper 36 localités rurales de plus de 3 000 habitants d'une infrastructure de collecte et de traitement des eaux usées.

- *L'Instance Nationale des Télécommunications (INT) a lancé le 3 juin 2019 un appel d'offres international pour l'étude sur l'opportunité et les modalités technico-économiques d'introduction de la 5G en Tunisie.*

L'INT (instance de régulation du secteur des télécommunications) a lancé le 3 juin 2019 un appel d'offres international pour la réalisation d'une étude sur l'opportunité et les modalités technico-économiques d'introduction de la 5G en Tunisie. Les offres devront parvenir à l'INT avant le 2 juillet 2019. Le chef de cabinet du ministre des technologies de la communication et de l'économie numérique, M. Sadok Toumi, a déclaré en avril 2019 que le ministère a fixé la date limite de lancement des appels d'offres pour l'exploitation de la nouvelle technologie 5G à fin 2021. Pour rappel, cette technologie permet des débits de télécommunication mobile plus rapides que ceux de la 4G et la 3G (les dernières générations de standards pour la téléphonie mobile). La 5G devrait prendre en charge des applications telles que les domiciles et bâtiments intelligents, les villes intelligentes, la vidéo 3D, le travail et les jeux dans le nuage, la chirurgie à distance, la réalité virtuelle et augmentée, ainsi que les communications massives de machine à machine pour les systèmes d'automatisation industrielle et les voitures autonomes.

LIBYE

- *Selon l'OPEP, la production pétrolière libyenne en mai 2019 a augmenté de +22% en glissement annuel et est restée quasiment stable par rapport au mois précédent.*

La production libyenne de pétrole en mai 2019 a légèrement diminué en glissement mensuel à -0,25% selon les données de l'OPEP, à 1,174 million de barils par jour (b/j). En glissement annuel (g.a), elle est toutefois en hausse de +22%. *In fine*, la production de pétrole cumulée sur la période janvier-mai 2019 s'est accrue de +6,7% par rapport à la même période en 2018. La production importante de pétrole durant les mois de mars, avril et mai 2019 a compensé la fermeture du site de Sharara au début de l'année 2019.

Par ailleurs, la National Oil Corporation (NOC) a annoncé relancer le second complexe industriel du site pétrolier de Sarir (Nord-Est), augmentant à terme la production de 60 000 b/j. Le complexe était hors service depuis mai 2019, en raison de problèmes techniques. La production actuelle du champ est de 155 000 b/j.

Enfin, le Président de la National Oil Corporation (NOC), M. Mustafa Sanallah, a accusé les autorités de l'Est libyen de vendre illégalement du pétrole à des sociétés basées en Egypte et aux Emirats arabes unies, à prix réduit (55 USD le baril, soit un taux plus faible que le Brent, à 61,03 USD le baril au 13 juin 2019). Dans une interview au Times, M. Sanallah a mis en garde contre le risque d'un secteur pétrolier divisé, affirmant que si la production et les exportations sortaient du contrôle de la NOC, les affrontements seraient pérennisés et le pétrole servirait à financer la guerre.

- *Le Conseil de sécurité de l'ONU a maintenu l'embargo sur les ventes d'armes en Libye pour une année supplémentaire.*

Lundi 10 juin 2019, le Conseil de sécurité de l'ONU a maintenu l'embargo pour une année supplémentaire et l'a étendu, autorisant l'inspection des navires suspectés d'approvisionner la Libye en armes. Les quinze membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont pris cette décision à l'unanimité. Selon les représentants de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni, une suspension de l'embargo aurait prolongé la guerre et empêché les efforts autour d'une solution politique menée par l'ONU. Certains Etats ont exprimé leur regret de voir cet embargo non respecté, alors même que le Secrétaire général de l'ONU presse les gouvernements de réellement appliquer la résolution.